

Brochure n° 3334

Convention collective départementale

IDCC : 2579. – **MÉTALLURGIE**
(LOIR-ET-CHER)
(1^{re} édition en préparation)

ACCORD DU 14 FÉVRIER 2006
PORTANT RÉVISION DE LA CONVENTION

NOR : *ASET0650626M*
IDCC : 2579

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de Loir-et-Cher
(UIMM),

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO ;

Le syndicat des métaux CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre « Conventions collectives applicables aux entreprises des industries métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher » est modifié comme suit : « Conventions collectives applicables aux entreprises des industries et métiers de la métallurgie de Loir-et-Cher ».

De la même manière, la dénomination « Chambre syndicale patronale des industries métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher » est remplacée : que ce soit dans les titres « Dispositions générales », dans ses avenants ou dans ses annexes par la dénomination « Union des industries et métiers de la métallurgie Loir-et-Cher ».

Article 2

Tous les renvois de type (* numéro) figurant dans la convention collective sont supprimés.

Article 3

Dans la partie « Dispositions générales », il est apporté les modifications suivantes :

I. – Après l'article 13, il est ajouté un article 13 *bis* intitulé « Principe de non-discrimination et égalité de traitement entre salariés » et libellé comme suit :

Article 13 *bis*

Principe de non-discrimination et d'égalité de traitement entre salariés

L'appartenance ou la non-appartenance à une nation, une ethnie, une race ou une religion, de même que le sexe, les mœurs, l'orientation sexuelle, l'âge et la situation de famille, ne peuvent être une cause de discrimination, notamment en matière d'accès à l'emploi, de formation, de promotion professionnelle et de conditions de travail.

II. – Après l'article 16 *bis*, il est ajouté un article 16 *ter* intitulé « Travailleurs handicapés » et ainsi libellé :

Article 16 *ter*

Travailleurs handicapés

Il sera accordé une attention toute particulière à l'égard des travailleurs handicapés ou devenus handicapés à l'occasion de l'exécution de leur contrat de travail, et ce pour quelque cause que ce soit.

Dans ce cadre, les parties signataires rappellent que parmi les mesures appropriées visées à l'article L. 323-9-1 du code du travail issu de la loi du 11 février 2005, figurent notamment l'aménagement des postes de travail et la mise en œuvre d'actions de formations professionnelles.

III. – Après l'article 17, il est ajouté un article 17 *bis* intitulé « Commission paritaire d'interprétation » et ainsi libellé :

Article 17 *bis*

Commission paritaire d'interprétation

Il est institué une commission paritaire professionnelle d'interprétation dont le rôle est de donner un avis sur les difficultés liées à l'interprétation ou à l'application de la présente convention.

La commission est composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales de salariés signataires ou adhérentes et d'un nombre égal de représentants patronaux désignés par l'UIMM Loir-et-Cher.

Son secrétariat est assuré par l'UIMM Loir-et-Cher.

La commission est saisie par une demande écrite et motivée adressée au secrétariat de la commission par l'une des organisations ci-dessus visées.

Elle se réunit dans le délai de 2 mois minimum à dater de la réception de cette demande.

Un procès-verbal est dressé, faisant état des positions respectives exprimées par chacune des organisations signataires et adhérentes de cette même convention. Le procès-verbal est signé par tous les membres présents. Il a valeur d'un simple avis.

Toutefois, dès lors que le procès-verbal recueille un avis unanime de la part de toutes les parties signataires et adhérentes de la présente convention, il a la même portée que les clauses de la présente convention et de ses annexes.

IV. – Après l'article 18, il est institué un article 18 *bis* intitulé « Participation des salariés aux résultats de l'entreprise » et ainsi libellé :

Article 18 *bis*

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

La participation aux résultats de l'entreprise sera mise en œuvre conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 4

Dans la partie « Avenants mensuels », il est apporté les modifications suivantes :

I. – L'article 32 A est abrogé.

II. – Après l'article 39, il est ajouté un article 39 *bis* intitulé « Inventions de salariés » et libellé comme suit :

Article 39 *bis*

Inventions de salariés

Conformément aux articles L. 611-7 et suivants et R. 611-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle, lorsque les fonctions du salarié comportent une mission inventive, les inventions découvertes dans l'exercice de ses fonctions appartiendront à l'entreprise.

Le salarié devra alors procéder à toutes les formalités et démarches qui pourront être nécessaires pour faire reconnaître la propriété de l'entreprise et permettre à celle-ci d'obtenir les brevets ou autres droits de propriété qui pourraient en résulter.

Dans ce cadre, l'entreprise accordera au salarié, à l'occasion de cette invention, une prime supplémentaire unique égale à 10 % du salaire mensuel.

Les autres inventions demeurent la propriété du salarié.

Cependant, lorsque l'invention du salarié aura été faite :

- soit dans le domaine d'activité de l'entreprise ;
- soit par la connaissance ou l'utilisation de techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise ;
- soit par l'utilisation de données procurées par l'entreprise, l'entreprise pourra se voir attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention du salarié moyennant un juste prix conformément aux dispositions légales.

Il est rappelé que les litiges qui pourraient survenir dans ce domaine entre salariés et employeurs doivent être soumis, conformément à la loi, au tribunal de grande instance du siège de l'entreprise.

III. - Le premier alinéa de l'article 40 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : « L'apprentissage est régi conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'aux dispositions de l'accord national du 15 mars 2001, modifié par l'accord national du 25 février 2003, relatif aux contrats de travail ayant pour objet de favoriser l'insertion dans l'emploi. »

IV. - Après l'article 40, il est ajouté un article 10 *bis* intitulé « Formation professionnelle tout au long de la vie » et libellé comme suit :

Article 40 *bis*

Formation professionnelle tout au long de la vie

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation professionnelle sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et principalement par celles de l'accord national du 20 juillet 2004 relatif à la formation professionnelle dans la métallurgie.

Article 5

En conséquence de la signature du présent accord de révision, les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires les dispositions de la convention collective de la métallurgie de Loir-et-Cher du 5 juillet 1991 pour tous les employeurs dont les établissements sont situés dans le département de Loir-et-Cher et entrent dans le champ d'application défini par l'accord national modifié du 16 janvier 1979 sur le champ d'application des accords nationaux de la métallurgie.

Article 6

Le présent accord sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes et pour le dépôt aux secrétariats des conseils de prud'hommes de Loir-et-Cher dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail, ainsi qu'à la direction départementale du travail et de l'emploi.

(Suivent les signatures.)